



Paris, le 24 novembre 2018.

L'Union-ALFM (Association des anciens élèves des Lycées Français du Monde) et la FAPEE (Fédération des associations de parents d'élèves des établissements d'enseignement français à l'étranger) déplorent la récente annonce du Premier ministre aux *Rencontres universitaires de la francophonie* prévoyant le décuplement des frais de scolarité dans l'enseignement supérieur en France, pour les étudiants non-européens.

Nous dénonçons l'incohérence entre le désir de renforcer l'attractivité des établissements français à l'étranger, la volonté d'accueillir plus d'étudiants issus des pays émergents et l'augmentation significative des frais de scolarité à l'université qui, de fait, empêchera les plus fragiles économiquement de venir étudier en France.

Cette décision heurte les familles du réseau qui ont fait le choix de l'enseignement français pour leurs enfants et qui se sentent désormais exclus d'une communauté. Le projet éducatif, sa charge financière portée sur 15 ans de scolarité, l'engagement des proviseurs et enseignants pour favoriser une orientation vers l'enseignement supérieur en France sont battus en brèche.

Parce que nous souhaitons que la diversité de ce réseau continue d'être représentée dans l'enseignement supérieur français, nous demandons instamment qu'un traitement identique à celui des étudiants français et européens soit proposé aux bacheliers non-européens des lycées français de l'étranger et à ceux en cours de cycle universitaire qui n'ont pu anticiper cette augmentation.

La présidente de l'Union-ALFM  
Dominique Tchimbakala  
[contact@union-alfm.fr](mailto:contact@union-alfm.fr)

Le président de la FAPEE  
François Normant  
[info@fapee.com](mailto:info@fapee.com)